

# Le pouvoir aux travailleurs

07 OCT 2002

N°93

PRIX : 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<u>SOMMAIRE</u>	<u>PAGES</u>
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- REFUSER LA DIVISION ENTRE TRAVAILLEURS .....	2 - 4
- NON A L'ATTAQUE CONTRE LES BURKINABE ! NON A LA DIVISION ETHNIQUE ! .....	5
- COTE D'IVOIRE : LA BARBARIE A L'HORIZON ? .....	6 - 7
- NE NOUS LAISSONS PAS PRENDRE AU PIÈGE ! .....	7 - 8
- NON A LA DESTRUCTION DES QUARTIERS PRÉCAIRES ! .....	8
- LE DRAPEAU TRICOLORE, C'EST LE DRAPEAU DES BOURGEOIS, PAS CELUI DE LA CLASSE OUVRIÈRE ! .....	9
- ASSASSINAT DU GENERAL GUÉI .....	9 - 10
- ETABLISSEMENT DES NOUVELLES CARTE D'IDENTITÉ : TOUS LE MONDE N'EST PAS LOGÉ À LA MÊME ENSEIGNE ! .....	10
- GOBELET: LES BRUITS DE BOTTES QUI NOUS RÉVEILLEN	11
- ASSASSINAT DANS LES QUARTIERS POPULAIRES .....	11
- AUGMENTATION DU PRIX DES DENRÉES .....	12 - 13
- "NOS BRAVES SOLDATS" À L'OEUVRE .....	13
- "REFONDATION" OU PAS, LES MÊMES PROBLÈMES DE SCOLARITÉ DEMEURENT ! .....	13

## REFUSER LA DIVISION ENTRE TRAVAILLEURS

A l'heure où nous écrivons, nous ne savons pas si les troupes gouvernementales parviendront à prendre Bouaké aux militaires mutins. La seule chose qui apparaît certaine aujourd'hui, c'est que les tentatives de négociation sous l'égide des représentants des différents Etats de la CEDEAO n'ont été qu'une ruse de la part de Gbagbo pour dissimuler la préparation d'une attaque sur Bouaké et sur Korhogo.

Pendant des semaines, la gendarmerie et les troupes gouvernementales n'ont pas réussi à déloger les mutins des villes qu'ils occupaient dans le Nord. L'armée est en effet plus entraînée à rançonner la population pauvre qu'à se battre. En outre, comme le prouve la mutinerie elle-même, elle est rongée du dedans par toutes sortes de mécontentements, sans même parler de la rivalité entre galonnés. Retrouvera-t-elle une efficacité suffisante pour faire face aux soldats rebelles ? Gbagbo s'est cru en tout cas en situation de déclencher une offensive, d'autant plus que l'armée française ne joue même plus la comédie de "l'intervention humanitaire". Malgré l'évacuation des citoyens français, américains ou libanais, elle est restée embusquée autour de Bouaké. Elle ne se contente pas d'offrir une aide logistique, c'est-à-dire des camions de transport, de l'essence ou du matériel de toutes sortes, mais elle a placé ses dispositifs de telle façon qu'elle empêche les mutins d'avancer sur Abidjan. Mais, en revanche, ces dispositifs n'empêchent pas les troupes gouvernementales d'attaquer - si toutefois elles en ont la capacité. Les capitalistes français ont trop d'intérêts en Côte d'Ivoire pour que l'armée française reste neutre. Ce n'est évidemment pas la population de ce pays qu'elle entend protéger, pas même à vrai dire la personne de Gbagbo, mais l'ordre lui-même, afin que les biens français ne soient pas menacés et que les profits tirés des masses laborieuses de ce pays n'arrêtent pas de couler vers les coffres-forts de là-bas.

Nous ne savons donc pas si la partition de fait du pays entre les mutins qui occupent le nord et les troupes gouvernementales perdurera ou si la rébellion militaire tournera court. Mais quelle que soit l'issue, ce qui se passe en ce moment dans ce pays est grave pour toute la population laborieuse.

Plusieurs centaines de femmes, d'hommes et d'enfants sont déjà morts soit à l'occasion des affrontements entre les deux bandes armées, soit victimes des exactions de la gendarmerie ou des troupes gouvernementales.

Nous ne savons pas grand chose du comportement des militaires mutins, mais il semblerait que, pour le moment, ils tiennent à gagner un certain assentiment de la population de Bouaké et ne se livrent pas à des exactions susceptibles de l'aliéner. On

ne peut pas en dire autant des troupes gouvernementales ici, à Abidjan, encouragées à la violence et au racket par la démagogie gouvernementale.

Cette démagogie ethniste et xénophobe prend des proportions inouïes. La presse gouvernementale, les Blé Goudé et bien d'autres, tiennent un langage digne de cette radio "Mille collines", de sinistre réputation, qui a tant contribué au génocide au Rwanda. Les crapules qui répètent les appels du genre "nous ferons partir tous les Burkinabé de la Côte d'Ivoire, restez mobilisés à cet effet", donnent des ailes à ces militaires, ces gendarmes ou ces policiers qui rançonnent de longue date les chauffeurs de gbaka et ceux qu'ils transportent et, plus généralement, les gens du peuple qui passent à portée de leurs mains. Mais, cette fois-ci, ils le font au nom du "patriotisme", au nom de "l'ivoirité".

D'ores et déjà, le climat est devenu invivable pour tous ceux qui sont originaires du Burkina et même pour tous ceux nés ici, en Côte d'Ivoire, mais dont les parents ou les grands-parents sont originaires de là-bas. Mais il devient invivable aussi pour tous ceux qui sont simplement originaires du Nord et qui, du simple fait de la consonance de leur nom, de leur ethnie, de leur religion, sont accusés d'être la "cinquième colonne" du prétendu ennemi extérieur. Ce climat aggrave les tensions ethnistes, crée des tensions là où il n'y en avait pas et empoisonne la vie de tous. Car si une partie de la population pauvre en est réduite à la peur ou aux actions désespérées, le climat qui est créé, alimente la peur de tous les autres.

Personne ne sait pour le moment qui est derrière la rébellion des militaires, si tant est qu'il y ait une force politique derrière et qu'il ne s'agisse pas d'un soulèvement corporatiste de militaires décidés à préserver leur place dans l'armée et la paie ou le droit de racket qui va avec. Mais il est vrai que, même si la mutinerie était purement corporatiste au départ, elle a fini par devenir un fait politique et cristallise toutes les oppositions que des années de démagogie ethniste ont distillées dans la population. Car si les mutins semblent trouver un certain soutien dans une partie au moins de la population du Nord, c'est en raison des craintes et des frustrations imposées à cette population depuis des années.

Depuis des années, Bédié d'abord, puis Guéi et ensuite, peut-être plus ouvertement encore, le prétendu socialiste Gbagbo ont présenté non seulement les originaires du Burkina, mais même ceux du Nord, comme des étrangers et surtout comme des gens qui devraient être heureux de leur sort, même si leur sort est celui d'exploités ou de chômeurs dans les villes, ou d'ouvriers agricoles et paysans pauvres dans les campagnes. Malgré les saletés démagogiques propagées à leur propos par les politiciens et par les plumitifs d'une grande partie de la presse, il n'était pas question de les expulser car la vie économique se serait alors arrêtée. On voulait seulement qu'ils se tiennent à leur place, qu'ils acceptent d'être dominés, opprimés et exploités.

Cela fait bien des années cependant que les gendarmes, les militaires ou les hommes de main du PDCI et, plus encore, du FPI, ont prolongé la démagogie par des actes odieux. La mutinerie donne au gouvernement l'occasion de porter l'odieux à des sommets jusqu'ici non atteints, mais qui malheureusement risquent d'être dépassés encore si la crise actuelle s'éternise.

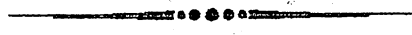
Bien sûr, ceux des gens du Nord ou des originaires du Burkina qui espèrent que les mutins rebelles les vengeront ont tort. Les mutins sont issus de cette même armée que celle qui, depuis des années, rançonne, réprime et opprime. Et, de surcroît, s'il se révèle exact que le gros des militaires rebelles vient de ceux qui avaient soutenu le putsch du général Guéi, ce n'est certainement pas une référence.

Alors, les travailleurs, les paysans pauvres, quel que soit leur pays ou leur ethnie d'origine, n'ont certainement pas à prendre parti dans l'affrontement entre bandes armées. Car, si on ne sait pas aujourd'hui qui des deux bandes sera vainqueur, on sait qui en seront les victimes. Et quelle que soit la démagogie développée par les uns et par les autres, brutale par Gbagbo, racoleuse par les rebelles, il ne nous faut pas y céder. Il ne faut pas que les tensions ethnistes propagées d'en haut divisent le monde des travailleurs et des pauvres, nous opposent les uns aux autres.

Il ne s'agit pas seulement d'humanisme ou de morale. Il s'agit de défendre nos intérêts de travailleurs et de pauvres. Car ce conflit a déjà coûté cher aux travailleurs et aux pauvres. Trop cher payé, les centaines de morts et de blessés dans un conflit qui ne les concerne pas. Trop cher payé, les milliers de pauvres obligés de déguerpir et d'errer pour trouver un endroit où survivre.

Mais trop cher payé aussi, ces prix qui s'emballent et qui, si la hausse se poursuit, condamnent des milliers de familles pauvres à la faim. Ces hausses de prix montrent d'ailleurs que, si les classes pauvres sont sollicitées par le gouvernement à donner plus pour ce qu'il appelle la "patrie", il y en a d'autres pour qui la guerre est une aubaine parce qu'elle leur permet de vendre plus cher des produits de nécessité vitale et de s'enrichir des privations et des souffrances des autres.

Alors, travailleurs et pauvres de toutes les ethnies, refusons la démagogie ethniste, refusons la xénophobie, refusons d'être opposés les uns aux autres. Il y va de notre capacité de nous défendre face au gouvernement, quel qu'il soit, de notre capacité d'empêcher les patrons et les riches de nous réduire toujours plus à la misère. Il y va de notre vie et de notre dignité de travailleurs.



**NON AUX ATTAQUES CONTRE LES BURKINABE !  
NON A LA DIVISION ETHNIQUE !**

Qui n'a pas entendu les paroles haineuses, exécrables, prononcées contre les Burkinabé, lors de la manifestation du 02 octobre par les ennemis de la classe ouvrière?

Comment osent-ils dire que la communauté burkinabé serait à origine du pillage des richesses de ce pays et même de sa "déstabilisation" ?

Les Burkinabé vivant dans ce pays sont en grande majorité des ouvriers et des petits paysans. Nombreux sont natifs de ce pays et y triment depuis plusieurs générations! Ils ont pleinement leur place, et de droit, dans ce pays!

L'écrasante majorité d'entre eux n'ont jamais fait, rien d'autres, que construire ce pays. La voilà la vérité ! Les dirigeants politiques qui s'attaquent aux Burkinabé le savent bien. Mais leur démagogie sert des causes inavouées !

S'ils cherchent vraiment des pilliers, qu'ils aillent donc les chercher ailleurs! A commencer, chez les bourgeois ivoiriens! Par exemple, chez les Houphouët et les Bédié, qui ont vidé les caisses de l'Etat et ont des comptes bien garnis dans des banques occidentales! Mais qu'ils aillent voir aussi chez les capitalistes comme Bouygues, Bolloré ou autre Aga Khan! Et surtout, aussi, du côté de

l'impérialisme français, qui n'a jamais fait rien d'autre que réduire la population de la Côte d'Ivoire en esclavage d'abord, avant de continuer à piller ce pays avec la complicité honteuse des gouvernements qui se succèdent depuis l'indépendance! Alors, un Gbagbo a beau faire semblant de piailler contre ses maîtres! Il n'est qu'un petit pion, comme Ouattara et Bédié avant lui, au service des intérêts de tous ces gens-là! Quant à l'armée française, elle, n'a jamais été rien d'autre qu'une armée de colonisateur!

Quant à tous ces gens qui s'expriment à la radio, à la télé, semant la haine et la division sur leur passage, ils servent les intérêts bourgeois. Leur rôle est de diviser la classe ouvrière! Aujourd'hui ce sont nos frères burkinabé qu'ils attaquent. Demain, ce sera le tour des ouvriers dioulas! Et une fois la classe ouvrière divisée, morcelée, affaiblie, Leurs maîtres imposeront à toute la classe ouvrière des conditions de travail toujours plus pénibles, des salaires toujours plus bas!

Les travailleurs doivent prendre garde et ne pas se laisser tromper par leurs ennemis qui sont les riches et leurs représentants au pouvoir, qu'ils s'appellent Gbagbo, Bédié ou Ouattara.

Travailleurs de tous les pays, unissons-nous!

## COTE D'IVOIRE : LA BARBARIE A L'HORIZON ?

La situation est grosse de danger pour les travailleurs et la population pauvre. Voilà maintenant plusieurs jours, la télé et la radio propagent la haine de l'étranger, le nationalisme et le patriotisme. Les propagateurs de toute cette haine, ce sont les journalistes, les hommes de l'église, les responsables associatifs, les hommes politiques, aussi bien du FPI et du PIT qui soutiennent le pouvoir de Gbagbo, que du PDCI et tous ceux qui ont la haine de l'étranger, pour ne pas dire la haine des Dioulàs.

La campagne d'acharnement menée contre Alassane Ouattara vise en réalité toute la population pauvre de l'ethnie dioula.

Guéi physiquement éliminé, Bédié toujours passible de poursuites pour détournement de fonds publics, Gbagbo et sa clique voudraient bien en finir une bonne fois pour toutes avec Alassane Ouattara, son possible concurrent au pouvoir en 2005.

Pour les Gbagbo, les Ouattara et autre Bédié, ainsi que pour leurs cliques respectives, c'est cette guerre pour le pouvoir qui se profile derrière la mutinerie de la soldatesque campée toujours à Bouaké et dans la partie Nord du pays.

La population pauvre de l'ethnie dioulà, quant à elle, frustrée par tant de haine à leur égard, considérée dans leur propre pays comme des citoyens de seconde zone, nourrit un vague espoir que les mutins, s'ils réussissaient à renverser Gbagbo avec toute sa morgue,

la vengerait.

Le danger d'un conflit inter-ethnique est d'autant plus à craindre que dans le camp d'en face, celui des Bédié et des Gbagbo, les dirigeants politiques et religieux à leur service, font croire à la population pauvre que si Alassane Ouattara arrivait au pouvoir, ce sera le règne de l'étranger, le règne des Burkinabé en Côte d'Ivoire. D'où, la haine propagée sur les ondes de la radio et la télé.

Si les travailleurs, en particulier, la classe ouvrière de ce pays, ne prennent pas garde, ils seront les principales victimes de la barbarie qui se profile à l'horizon.

Il suffit de regarder vers les pays tels que le Rwanda et le Libéria où le conflit avait aussi commencé par la lutte pour le pouvoir entre des criminels en puissance et se poser la question de savoir lequel du Gbagbo, du Ouattara ou du Bédié local a il remporté la victoire? Ce que l'histoire retient, c'est que c'est toute la population pauvre qui en paie aujourd'hui le lourd tribut! Quant aux responsables de cette barbarie, si certains d'entre eux sont morts de leur belle mort, la plupart d'entre eux vit paisiblement quelque part, ailleurs que dans les ruines de ce qui reste de ces pays.

Alors, nous sommes tous prévenus! Ceux qui veulent nous entraîner dans cette barbarie, à commencer par ceux qui crient "*dehors les burkinabés*", ce sont les ennemis

des travailleurs, les ennemis de la classe ouvrière.

S'il s'avère que les populations de ce pays se laissent entraîner dans cet engrenage barbare, des pourritures de petit gabarit comme les Blé Goudé mourront peut-être en martyrs. Mais les

Bédié, les Ouattara et autres Gbagboseront dans le même avion vers des cieux plus cléments sous la protection de leurs maîtres communs que sont les puissances impérialistes. Quant aux travailleurs, aux populations pauvres, ils n'auront plus que leurs larmes pour pleurer!

### NE NOUS LAISSONS PAS PRENDRE AU PIÈGE !

Le dix-neuf septembre, les villes d'Abidjan, de Korhogo et de Bouaké se sont encore une fois réveillées aux coups de canons et de fusils. Ce qui, au début, était annoncé comme une mutinerie s'est mué en une rébellion armée. Si Abidjan est repassé sous le contrôle des forces gouvernementales, ce n'est pas le cas des villes de Bouaké et de Korhogo. D'emblée ces deux villes ont été déclarées "zone de guerre" par le régime en place.

Cette situation exaspère les populations pauvres qui même déjà en situation normale vivent péniblement. Son quotidien étant meublé de dur labeur, de chômage, de frustrations et de désillusions.

Profitant de la situation que vit le pays actuellement, les uns et les autres veulent entraîner la population vers des voies sans issues où elle risque de s'engluier.

D'un côté, cette colère est détournée vers une hostilité vis à vis du régime en place, comme les échos des manifestations de Bouaké nous le montre. De l'autre, elle est détournée vers des sentiments xénophobes ou le "patriotisme" signifiant soutient

inconditionnel au régime en place. La télévision, la radio, et les journaux, distillent ces poisons à longueur de journée. Les meetings qui sont organisés un peu partout visent le même but. Le 2 octobre passé, on a vu des dirigeants des jeunesses du FPI, du PDCI, du PIT et d'autres politiciens tenir des propos démagogiques, xénophobes, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de jeunes.

Tous ces politiciens n'ont pour but que de faire rallier une large masse à leur cause et aussi de canaliser le mécontentement existant vers les populations pauvres d'origine étrangère, notamment les burkinabé.

Dans leur lutte pour le pouvoir aucun de ces leaders ne mérite "qu'on donne sa poitrine" pour défendre sa cause. Les Ouattara, les Bédié, les Gbagbo et autres, mènent tous unanimement une politique tournée contre les travailleurs et les masses pauvres. Combattre pour l'un ou pour l'autre est un piège.

Les travailleurs, et avec eux les masses pauvres, n'ont pas à choisir entre la peste ou le choléra. Ils gagneraient à résister aux manoeuvres

d'enrôlement des uns et des autres. Faire face, ensemble, aux différentes cliques, avant que la situation, déjà

tragique, ne devienne catastrophique pour tout le pays. voilà ce qui serait salutaire!

## NON A LA DESTRUCTION DES QUARTIERS PRÉCAIRES!

Le 5 octobre dernier, le gouverneur du district d'Abidjan Dedji Amondji a annoncé que *"tous les quartiers précaires d'Abidjan, caches d'armes et de drogues des assaillants, seront rasés. Et d'ici un mois, il n'y aura plus de quartiers précaires à Abidjan"*.

Bien sûr, les autorités n'ont pas attendu ce discours pour commencer leur sale besogne! Certains quartiers précaires accusés d'être le repaire de supposés assaillants ont été détruits tels l'incendie de la "casse" d'Adjamé et des bidonvilles d'Agban.

Amondji est bien placé pour savoir que pour trouver des "armes" et de la "drogue", c'est dans les quartiers chics et chez des hommes qui, comme lui, roulent en Mercedes, qu'il faut plutôt les chercher! Quant aux quartiers précaires, les gens bien nourris savent que ce sont des ouvriers qui y vivent. Des travailleurs dont le salaire ne permet même pas de vivre de façon décente, condamnés à vivre dans des bidonvilles, tellement ils sont exploités par la classe capitaliste!

**Il ne faut pas se laisser tromper**

par les bobards de ces gens-là. La destruction des bidonvilles est une affaire de gros sous. Depuis longtemps les promoteurs immobiliers lorgnent vers ces quartiers précaires. Depuis combien de temps, par exemple, Aka Angui, la maire de Port-bouët, cherche-t-elle à raser Gonzagueville, sans jamais avoir réussi, grâce à la détermination de ses habitants?

Aujourd'hui, avec ce nationalisme ambiant puant, le prétexte est tout trouvé, pour s'attaquer aux travailleurs de ces quartiers et tenter de les faire déguerpir.

Ces bidonvilles sont, nous dit-on, occupés par une grande majorité "d'étrangers". Et alors? Quel que soit le nombre de ceux qu'ils taxent d'étrangers vivant dans ces quartiers, ce sont avant tout des ouvriers et des pauvres, comme leurs frères ivoiriens qui partagent le même sort!

Permettre donc à la bourgeoisie de s'en prendre aux quartiers précaires, c'est leur permettre de s'attaquer à la classe ouvrière et aux pauvres; à toute la classe ouvrière, à tous les pauvres.



**LE DRAPEAU TRICOLORE,  
C'EST LE DRAPEAU DES BOURGEOIS,  
PAS CELUI DE LA CLASSE OUVRIÈRE !**

Depuis ces derniers événements le gouvernement mène toute une campagne médiatique pour inciter la population à porter le drapeau tricolore.

Même les Bédié, comme tous les pilliers des caisses de l'Etat de son acabit, exhibent fièrement le drapeau sur leur poitrine.

Quant aux travailleurs et la population pauvre, si quelques uns sont intoxiqués par toute la propagande nationaliste, affichent eux aussi le drapeau tricolore, la majorité d'entre eux le porte beaucoup plus par crainte de se faire agresser par des fanatisés ou d'être

taxés de soutenir les "terroristes".

Au juste, ce drapeau représente quoi? Pour les riches et la classe exploiteuse, c'est le symbole de leur Etat. Il leur sert de faire croire que toute la population est unie comme un seul bloc derrière les dirigeants. C'est une tromperie pour les classes exploitées. Car la réalité dans ce pays, comme ailleurs, c'est qu'il y a d'un côté les bourgeois, et de l'autre les prolétaires; d'un côté les exploités et de l'autre les exploités. Alors, si ce drapeau représente quelque chose, c'est uniquement les intérêts des bourgeois. Il ne peut être, aucunement, celui des travailleurs et des pauvres.

**ASSASSINAT DU GÉNÉRAL GUÉI**

Le 19 septembre dernier, la télévision ivoirienne a montré le corps sans vie du général Guéi, jeté dans la broussaille.

Le pouvoir a prétendu qu'il aurait été tué alors qu'il se rendait à la RTI pour annoncer le renversement du gouvernement. Le montage paraît grotesque! Surtout après le massacre de sa famille et de son entourage à son domicile. S'il était impliqué dans un quelconque coup d'Etat, il n'était pas assez fou pour mettre en danger sa vie et celle de sa famille, en attendant tranquillement qu'on vienne les massacrer à domicile! L'assassinat de Guéi ressemble bien plus à une vengeance, en réponse à l'assassinat de

Boga Doudou.

Pendant, on peut se poser la question, à qui profite ce crime? Deux personnalités de ce pays y gagnent, en tout cas, quelque chose: le Général Mathias Doué, celui-là même qui l'avait trahi en son temps et Gbagbo qui se débarrasse ainsi d'un adversaire politique sérieux.

Les conséquences possibles de l'assassinat de Guéi, c'est, bien sûr, le risque de créer un conflit inter-ethniques de plus. A Biankouma, par exemple, les partisans de Guéi se seraient déjà attaqués à des militants du FPI. Il y aurait même 300 personnes réfugiées

au CAFOP de Man, craignant pour leur vie. Pour une crapule assassinée, des innocents risquent de payer de leurs vies.

Les travailleurs n'ont

certainement pas à pleurer la mort d'un Guéi. C'était un ennemi des travailleurs, un serviteur des intérêts de la bourgeoisie, depuis le temps d'Houphouët.

**ETABLISSEMENT DES NOUVELLES CARTE D'IDENTITE:  
TOUS LE MONDE N'EST PAS LOGÉ À LA MÊME ENSEIGNE!**

Depuis près de 3 mois, toute la population est appelée à refaire de nouvelles pièces d'identité. A cet effet, on demande, en plus d'un extrait de naissance, d'indiquer le village d'où on est originaire, ainsi que le nom d'une personne vivant dans ce village pouvant témoigner de la véracité des informations transmises. Désigner un village d'où l'on est originaire pose d'innombrables problèmes à tous ceux qui n'y ont jamais mis les pieds. Surtout, à ceux dont les ancêtres sont venus directement, par exemple, de la Guinée, du Mali ou du Burkina, s'installer dans les villes.

Alors, quand on a un nom à consonance baoulé, gourou, bété, etc, on ne rencontre pas de problèmes particuliers. Mais pour les dioulas, ça devient un vrai casse-tête. Déjà, soupçonné d'être étranger, ne pas avoir de village conforte encore plus les agents d'identification qui se prennent souvent pour des inquisiteurs!

Peuple commerçant et citadin, le dioula s'installe dans la ville qui lui réussit. Aux petits-fils ou arrière petits-fils de ces personnes qui n'ont connu

que leur lieu de naissance, si on demande de donner le nom d'un village, c'est tout naturellement qu'ils sont bloqués et donnent le nom d'une ville. Ils s'entendront alors répondre qu'une ville ne peut être leur village. Du coup, beaucoup de personnes n'arrivent pas à faire leurs pièces d'identité ou, dans la plupart des cas, se voient lancer des propos vexants.

Cette situation crée alors d'énormes frustrations et un sentiment d'exclusion. Le comble, c'est lorsque qu'à un barrage de contrôle, le policier, pour peu qu'il soit gagné par le poison de l'ivoirité, se prend un malin plaisir à plier et tordre la pièce d'identité, pour en vérifier l'authenticité. Il arrive aussi souvent qu'on fasse descendre le passager d'un véhicule de transport en commun, quand son nom patronymique ne sonne pas assez ivoirien aux oreilles des "forces de l'ordre".

Tous ces sentiments concourent à diviser la population en nationaux de première et seconde zone. Mais, aussi, il contribue à diviser la population pauvre entre-elle, au grand bénéfice des politiciens et de la bourgeoisie!

# L E U R   S O C I E T E

## GOBELET : LES BRUITS DE BOTTES QUI NOUS RÉVEILLEN

Une semaine après les événements du 19 septembre dernier, Gobelet fut le théâtre d'une descente musclée des militaires. Situé en plein coeur du quartier Cocody, Gobelet est un taudis où habitent quelques milliers de travailleurs.

Ce jour là, ce fut des dizaines de commando-gendarmes qui ont

débarqué aux environs de 4 heures du matin. Ils nous ont réveillés en fracassant nos portes, mettant tout dessus dessous. Après ce forfait, ils nous ont rançonnés et, malheur à ceux qui n'avaient pas d'argent sur eux. Ces derniers étaient sauvagement battus, trainés dans les ruelles du quartier, avant d'être abandonnés.

## ASSASSINAT DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

Depuis les événements du 19 septembre dernier, il ne se passe plus de jours où l'on ne découvre des corps des personnes assassinées nuitamment. Dans les quartiers pauvres comme Abobo derrière-rails et Port-Bouët Vridi-Canal, les gens sont abattus sauvagement et jetés dans les ruelles ou au bord de la mer. Les victimes sont toujours dépouillées de leur habillement pour faire disparaître leur identité.

Mais ces exécutions sommaires durant la nuit ne peuvent être que l'oeuvre des forces de l'ordre. Avec le couvre-feu, ils sont les seuls à patrouiller

la nuit. Ces crimes crapuleux se font dans l'anonymat, car la presse n'en parle jamais, ou si elle en parle, c'est dans l'intention de présenter ces corps comme étant ceux des "assaillants" qu'ils ont abattu.

Malgré ce camouflage, la population arrive souvent à identifier des corps qui ne sont autres personnes que de travailleurs de ces quartiers. La population est aujourd'hui traumatisée, vie dans la hantise de toutes ces tueries et ces dénonciations qui font l'objet des descentes musclées des militaires. Cela ressemble à des règlements de compte.

# L E U R   S O C I E T E

## AUGMENTATION DU PRIX DES DENRÉES.

De nouveau, les prix ont flambé depuis le 19 septembre dernier. Une triste réalité pour les familles les plus pauvres qui n'arrivaient déjà pas à joindre les deux bouts. Pour ironiser sur ce triste sort, les femmes des quartiers pauvres disent que *"le panier de la ménagère qui était déjà vide s'est troué maintenant"*.

Sur le marché nous avons en deux semaines, vu le prix du litre d'huile passer de 700 à 800Fr; le kg de viande passer de 1400 à 1800, 1900 voire 2000Fr ; le prix du poisson a aussi presque doublé. C'est la même chose pour tous les produits vivriers: igname, gombo, piment, etc.

Comment peut-on vivre avec ces augmentations successives alors que le salaire lui, n'a pas connu d'augmentation depuis plus de 20 ans?

Le comble de tout cela, c'est qu'en plus de cette misère montante, le gouvernement veut extorquer des fonds à la population sous la nouvelle appellation de *"contribution à l'effort de guerre"*. Le porte-parole de l'état major des armées a déjà annoncé à la télévision que, dans les jours à venir, l'état va demander des contributions à toute la population pour faire face *"aux agressions terroristes venues de l'extérieur"*.

Il y a d'ailleurs déjà des entreprises comme la SIR, la CIE et Compagnie qui ont pour ainsi dire obligé leurs salariés à soustraire de leur maigre revenu, 3 jours de salaire qu'elles ont versé comme leur contribution.

Dans les jours à venir, d'autres entreprises emboîteront le pas aux premières, pour faire la poche à leur personnel.

Le plus révoltant c'est l'attitude des syndicats surtout des centrales syndicales qui, non seulement, font des déclarations xénophobes, mais en plus, cherchent à rouler tous les travailleurs dans cette combine. Depuis plus de deux ans que ce gouvernement est au pouvoir, ces centrales l'ont aidé à prendre dans la poche des travailleurs pour donner aux riches. Le patronat n'a jamais été inquiété. Au contraire, même lorsque des mouvements de grève éclatent, comme celui des agents de la santé publique, ces centrales les conduisent vers des impasses au grand bonheur du patronat et du gouvernement.

Mais si vraiment le gouvernement avait besoin d'argent, pourquoi ne le prend-il pas dans les coffres-forts des entreprises comme Bouygues, Bolloré, Carguil et autres *"opérateurs économiques"* qui ont pillé et continuent de piller ce pays? Pourquoi ne fait-il pas

## L E U R S O C I E T E

payer les "barons" de l'ancien régime comme ceux du nouveau à commencer par les Bédié - Allassane - Gbagbo et leurs ministres?

Pourquoi c'est toujours à la

population de payer, elle qui souffre tant déjà? Cela montre bien que ce gouvernement et tous les dirigeants des centrales syndicales, sont au service des riches.

### "NOS BRAVES SOLDATS" À L'OEUVRE

Tout le monde sait que les "corridors" qui ceignent la ville d'Abidjan servent de lieu de racket des transporteurs et des passagers par les forces de l'ordre.

Aujourd'hui, les choses se sont encore plus aggravées. Sous prétexte de chercher des "assaillants", les forces armées ont trouvé une nouvelle occasion pour systématiser le racket et augmenter les "tarifs". Cette racaille ne se contente pas de voler la population pauvre, particulièrement ceux originaires du Burkina Fasso. Il faut compter avec les bastonnades et les vexations.

Les policiers font preuve de

beaucoup de zèles et de ruses pour voler la population ou réprimer les grèves, lorsque les travailleurs ne sont pas organisés. Par contre, lorsqu'il y a lieu de se frotter à d'autres forces armées, là, c'est une autre affaire.

Aujourd'hui, tout le monde sait que les forces "loyalistes" désertent en masse. Pour justifier leur désertion, ces "forces de l'ordre" disent que lorsqu'ils tirent sur leurs adversaires, les balles "ne rentrent pas". Il y en a même qui disent que l'adversaire qui est en face d'eux disparaît d'un coup pour se retrouver derrière eux.

Racketter, voilà ce qu'ils savent faire.

### "REFONDATION" OU PAS, LES MÊMES PROBLÈMES DE SCOLARITÉ DEMEURENT!

Les orientations en seconde et sixième sont maintenant sorties. Avec toujours les mêmes problèmes. Des enfants à Abidjan qui se retrouvent à Bonoua, Ceux d'Alépé, à Bingerville, etc. Et même ici à Abidjan, des élèves habitants à un bout de la ville se retrouvant dans une école à l'autre bout, avec les problèmes de transport défectueux que l'on connaît! A côté de ces problèmes, il y a aussi les "orientations" dans des filières qui ne tiennent pas compte des aspirations de l'élève.

Le FPI, dans l'opposition, avait

critiqué, à juste titre, toutes ces anomalies qui créent d'innombrables problèmes d'hébergement, de transport, etc.

On se souvient aussi qu'en son temps, la suppression par le gouvernement Ouattara des bus affectés aux étudiants et élèves, ainsi que la suppression des cartes de transport gratuit, avaient été dénoncés par le FPI alors dans l'opposition.

Mais une fois au pouvoir, Gbagbo a "oublié" ce temps là.

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.